



GAUCHE



castelnauvienne & métropolitaine

NUMÉRO 4

11 Juin 2023

Les rencontres de Refondation : repenser et rassembler la Gauche

**Retour sur le week-end des 3 & 4 juin
organisé par le courant Refondations! à la
faculté Richter de Montpellier**

Près de 500 militants et sympathisants s'étaient donné rendez-vous les 4 et 5 juin dernier afin de réfléchir collectivement sur les thématiques de l'Europe, de la République et de l'écologie au cœur des préoccupations de la gauche, alors que celle-ci est fracturée et s'interroge sur la manière avec laquelle elle peut à nouveau dessiner un horizon capable de la ramener au pouvoir. Autour de ses figures de proue de cette deuxième gauche nouvelle formule, Michael Delafosse, Carole Delga, Nicolas Mayer-Rossignol, les interventions ont été fructueuses pour commencer à élaborer un canevas de réflexions et propositions pour la suite et structurer un courant, représentant à lui seul 30 % des adhérents du Parti socialiste dont une écrasante majorité de militants héraultais.

Demandez le programme !

À l'applaudimètre, nous retiendrons l'intervention du maire de Montpellier et président de la Métropole sur un sujet qui lui tient à cœur autour des valeurs républicaines et de la gauche. Ici, pas de tergiversation ni de pudeur de gazelle sur les questions de sécurité contre la pègre de la drogue (voir les récents règlements de compte à Saint-Martin) qui abîme les quartiers populaires et fragilise les plus faibles, pas davantage sur la question de la laïcité avec un remarquable plaidoyer universaliste contre celles et ceux qui à droite comme à gauche, par petits calculs boutiquiers, accommodements électoralistes, ou lâcheté à la petite semaine, ménagent les règles

ACTUALITES
CASTELNAU



d'application de la loi de 1905 ou la législation et réglementations dans les établissements scolaires. Une parole bienvenue et réconfortante pour celles et ceux qui, à gauche, se sont sentis parfois bien seuls ces dernières années et connaissent l'engagement du président de la Métropole sur ce point. Une identité républicaine et sociale qui inclut, intègre et protège contre l'assignation identitaire, qu'elle soit religieuse ou communautaire, et enferme les individus loin de toute possibilité d'émancipation.

Autre table ronde utile à plus d'un titre, l'Europe et sa construction, à l'heure où La France Insoumise (LFI) propose à gauche de sortir des traités européens. Autour de José Bové, Raphael Glucksman, Céline Geismann ou le journaliste Laurent Joffrin, une approche foncièrement fédéraliste se dégageait, excluant toute possibilité de sortie des traités européens alors que les régimes illibéraux et les coalitions de droite-extrême et d'extrême-droite menacent la cohésion européenne, ses politiques et ses capacités d'intégration.

Un large constat permettait d'ailleurs de vérifier que les traités européens sont eux-mêmes amendés par l'actuelle commission de Mme Van Der Leyen et le Conseil, que ce soit en matière d'orthodoxie budgétaire, de mutualisation partielle des dettes souveraines, de soutiens militaire et financier à un pays européen agressé ou de commandes groupées de vaccins durant la pandémie de la Covid. Dès lors, envisager une sortie ou un aménagement des traités conduirait à un affaiblissement de la direction européenne à l'heure où les nationalistes la menacent de l'extérieur comme de l'intérieur. ◀◀◀

Les rencontres de Refondation (suite)

En guise de conclusion pratique, il apparaissait qu'une liste unique des gauches pour le scrutin de mai 2024 au parlement de Strasbourg serait un contre-sens absolu entre les partisans d'une Europe fédérale et ceux qui refusent que les couleurs européennes pavoisent au fronton des mairies en même temps qu'une absurdité électorale, sachant qu'avec un scrutin proportionnel à un seul tour, la somme des différentes listes de gauche permettraient un nombre de députés de gauche plus important à Strasbourg si l'on en juge par la multiplication des derniers sondages sur ce point.

Structuration pérenne

Enfin, le dimanche matin était l'occasion pour les militants de se retrouver en plus petit comité afin de structurer un courant qui se veut un pôle de résistance et de proposition au sein du Parti Socialiste autant qu'un espace de débat extérieur pour ceux qui se considèrent orphelins d'une gauche sociale, européenne, écologique et laïque. Une équipe d'animation nationale et une association de financement ont donc vu le jour en ce sens afin de se donner les moyens d'intervenir et prendre des initiatives, en toute indépendance de l'actuelle direction du PS et de ses choix. Une manière également de

couper court aux boules puantes véhiculées par le « journal » l'Agglorieuse laissant entendre que le dîner du samedi midi aurait été aux frais du contribuable alors qu'il était financé par les élus de gauche. Au final, au milieu de militants

socialiste, communiste ou membres d'EELV, le sentiment qu'une gauche plurielle, certaine de ses fondamentaux peut encore émerger et proposer, loin des dérives populistes et des raccourcis provocateurs qui ont pu jeter un certain nombre

d'électeurs de gauche dans les bras de la Macronie. Ne reste plus qu'à s'adresser au plus grand nombre et d'avancer en marchant, en plus de trouver des incarnations possibles. Sur ce plan, les initiatives des courants anti-Nupes de la gauche se multiplient en ce début d'été. Ce week-end, Bernard Cazeneuve réunissait ses partisans à Créteil pour des rencontres grand format autour de sa formation, La Convention, tandis que le courant interne au PS, d'Hélène Geoffroy, maire de Vaulx-en-Velin, organise ses rencontres nationales à Lyon le week-end du 1er & 2 juillet. De quoi garder espoir et espérer qu'à terme, ces initiatives puissent converger et rassembler celles et ceux qui souhaitent ardemment un retour d'une gauche de gouvernement, crédible et pratique pour améliorer le sort du plus grand nombre.



LES RENDEZ-VOUS DE JUIN

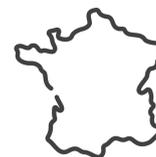
► **Lundi 12 juin à 17h30** : la liste "Ensemble Pour Castelnaud" appelle les castelnaudais à se réunir avant le conseil municipal à l'occasion de la **remise de pétition sur la modification du PLU**

► **Samedi 17 juin à partir de 15h au Peyrou** : La **marche des fiertés** ou Gay Pride de Montpellier vous attend nombreux pour l'égalité des droits et la fraternité. Vous y trouverez les militants socialistes de Castelnaud aux côtés de nos camarades héraultais.

► **Mardi 20 juin à 18h30** : Nos camarades de **Clapiers** organisent une **réunion publique sur la Laïcité**. Pour de plus amples informations : psclapiers34@gmail.com

Comment combattre l'enracinement & la banalisation de l'extrême-droite ?

ACTUALITES
FRANCE



Les dix derniers jours ont été l'occasion d'une passe d'armes entre le Président de la République et sa Première Ministre sur la nature des arguments à faire valoir pour combattre efficacement l'extrême-droite. Sans prétendre à solutionner la question pour un courant réapparu à large échelle au début des années 80 et qui se répand tragiquement dans d'autres pays d'Europe, le débat n'est pas seulement de pure forme.

La progression des fascistes, post fascistes, populistes de droite extrême - je laisse la controverse sur la terminologie - n'est pas seulement la conséquence de maux sociaux qui ne seraient pas résolus comme on l'entend trop souvent sur les plateaux médiatiques. La sortie de Macron sur la nécessaire opposition à leurs thèses en terme d'indigence économique, de contradictions grotesques, est évidemment utile. Qu'on veuille bien se remémorer le positionnement de Le Pen, Philippot et consort sur l'euro, les couacs criminels et grotesques en matière de politique étrangère sur la dictature syrienne, celle de Poutine, les mensonges éhontés sur la Covid et les commandes européennes ou bien encore l'inconstitutionnalité de la préférence nationale, indépendamment même de l'abjection morale. Tout cela, personne ne saurait sérieusement le contester et Emmanuel Macron comme les milieux économiques, qu'ils soient patronaux ou syndicaux d'ailleurs, insistent régulièrement sur l'incohérence absolue des propositions économiques. Avec des résultats probants ?

Manifestement non, car l'ascension de ce courant est aussi le fruit d'un recul constant depuis vingt ans de la nécessaire et revendiquée indignation morale, de ce que certains appellent la « bonne conscience » qui habitait jadis l'ensemble des composantes du peuple de gauche et même bien au-delà. La démocratie ne saurait se résumer à l'arbitrage sur le panier de la ménagère et les propositions en guise de pouvoir d'achat, elle concentre

aussi une certaine forme d'interdits moraux et de progrès civilisationnels indispensables à défendre faute de quoi elle se meurt petit à petit. L'abomination vécue jeudi à Annecy, plongeant la nation dans un deuil partagé, a révélé une fois encore la spécificité des tenants de l'ordre brun, instrumentalisant immédiatement le débat sur le droit d'asile tandis que les enfants poignardés rentraient à peine en salle d'opération, entre la vie et la mort.

Querelle futile

Que n'entend-on pas comme critiques véhémentes sur le tribunal de la conscience des années 1990 contre les meetings d'alors du Front National ou bien encore le sursaut démocratique et civique de l'entre-deux tours en 2002 contre l'hydre à un œil. Un sursaut social et civique qui nous valut pourtant le salut de l'Europe toute entière il y a 21 printemps, celui de la presse mais aussi celui des peuples pour qu'une certaine idée de la patrie où sont nés les Droits de l'Homme demeure. Une digue contre l'intolérable. Mais non. Tout ceci ferait presque « le jeu » du Rassemblement National ou de Reconquête désormais. Emmanuel Macron, en faisant fuiter en conscience ce recadrage à l'égard de sa première ministre - fille de déportée - fit preuve pour le moins d'inélégance mais également d'une lourde erreur d'appréciation.

La seule résolution des questions d'ordre économique et sociale ne suffit pas à faire rentrer la bête dans son terrier. Pedro Sanchez et sa coalition de gauche en font les frais, eux qui ont obtenu des résultats probants en matière de diminution du chômage, d'augmentation des minimas sociaux et même de désendettement public, se trouvent confrontés à l'inexorable poussée des nostalgiques des phalangistes franquistes, regroupés dans Vox, organisation groupusculaire il y a à peine cinq ans. ◀◀◀

Comment combattre l'extrême droite ? (suite)

Emmanuel Macron pourrait tout aussi bien se targuer de résultats encourageants sur le plan économique avec un chômage à 7,1% du PIB contre toute attente et des créations d'emplois pérennes sous forme de CDI davantage que précaires (dernières données de l'Insee) et pourtant... Alors, imaginons un seul instant que ce soit l'inverse ?

Si c'était cette dangereuse accoutumance morbide, cet endormissement absolu du corps social, cette banalisation jusqu'à la nausée de plateaux médiatiques et de questions convenues qui étaient aussi à l'origine de cette grand-peur et cette misère d'une idéologie qui a toujours mené à l'abomination ? La parlementarisation - déjà débattue dès les années 1930 en Europe -, les « bonnes questions auxquelles de mauvaises réponses sont apportées »... indiquent plutôt que la digue morale est une nécessité absolue et que l'éducation démocratique n'est pas négociable, non pour remettre en cause les résultats de l'isolement mais pour expliquer, preuve à l'appui des expériences tragiques du XXe siècle ou des dernières déclarations du chef de la démocratie hongroise à propos de l'agression guerrière en Ukraine, que la démocratie est aussi une affaire de morale et de conception de l'Homme afin qu'en effet, ne puissent advenir les monstres qui surgissent dans le clair-obscur de l'ancien et du nouveau monde.

Les faits sont têtus

C'est cette conscience aigüe qui a logiquement conduit des millions d'électeurs de gauche vers les urnes pour battre Le Pen à l'occasion du second tour de la dernière présidentielle, sans hésitation ni consultation en ligne pour savoir la conduite à tenir. Et c'est probablement là que l'attitude du Président est la plus inconséquente puisqu'il a

lui-même utilisé l'argument moral – à raison – pour appeler à la rescousse ses nombreux concitoyens en désaccord avec sa politique économique et sociale. Reste que le fleuve grossit encore et toujours, si l'on en juge par la captation électorale du RN y compris sur la dernière mobilisation sociale d'ampleur. Peut-être faut-il en revenir à l'essentiel : le combat contre les différentes chapelles de l'extrême-droite ne relève pas du jeu et de l'efficacité proprement électorale. On peut le perdre, encore faut-il le mener pied à pied.



Serge Reggiani, rappela en son temps dans "Les Loups sont entrés dans Paris", ce que le temps de l'insouciance coûte devant la montée des périls jusqu'à ce que les hommes retrouvent « l'amour et la fraternité » car, en définitive, par-delà les inégalités sociales, les crispations identitaires, les négligés de la mondialisation, une telle folie collective s'explique aussi probablement par l'enracinement d'une crise démocratique qui trouve son creuset dans une crise éducative où les nostalgiques du maréchal Pétain peuvent à nouveau parader sans crainte, se présentant comme d'inoffensifs patriotes. Certes, M. le Président, tous les électeurs de ce courant et de ses succursales ne sont pas « fascistes », nous l'espérons mais « mal nommer les choses, c'est ajouter au malheur de ce monde » et de ce point de vue, la caractérisation de Mme Borne ne souffre d'aucune contestation possible, ni morale... ni historique.

[+]

- Macron recadre Borne, Le Figaro, <https://www.lefigaro.fr>, 30 mai 2023
- En Espagne, les élections régionales portent la droite aux portes du pouvoir, Les Enjeux Internationaux, France Culture, 30 mai 2023



L'eau en commun

Plus que le travail scientifique et pédagogique du GIEC, les images de l'été dernier, illustrant le désarroi de certaines des plus de 300 communes françaises privées d'eau potable, auront rendu concret pour la plupart d'entre nous, le changement climatique et ses conséquences catastrophiques. Pressé de réagir le gouvernement présentait en mars dernier son « Plan Eau », destiné à anticiper autant que possible les effets de la sécheresse à commencer par la période estivale à venir. Rappel des enjeux et point de situation sur notre territoire.

Les 200 milliards de mètre cube d'eau de pluie alimentant les eaux de surface et souterraines pourraient sembler abondants lorsque rapportés aux 31 milliards prélevés pour nos usages, d'autant que ces derniers - que ce soit à des fins domestiques ou industrielles - baissent depuis une vingtaine d'année. Alors pourquoi ces déficits observés de plus en plus fréquemment ?

Deux explications ; un manque de pluie au bon moment (c'est-à-dire, automne et hiver ; les nappes phréatiques ne se remplissant guère après mars) et une utilisation trop intensive de la ressource (comme les débats autour Sainte Soline l'ont rappelés). La concomitance de ces deux facteurs est aggravée par le fait que les prélèvements ont lieu majoritairement pendant les périodes de l'année où l'eau - du fait de l'évaporation notamment - est la plus rare. A titre d'illustration, 80% de la consommation agricole se concentre sur les trois mois de l'été.

Ce qui pourrait apparaître comme un déséquilibre ponctuel avec lequel l'humanité a de tout temps composé, comme en témoignent les récits d'un Steinbeck, d'un Pagnol ou les photographies de Dorothea Lange, va devenir avec le changement climatique la nouvelle normalité (les pics observés aujourd'hui seront la norme à la fin de ce siècle). En effet avec la hausse des températures (censément contenue

à 1,5 degrés en moyenne par rapport à la période pré-industriel, selon les accords de Paris , l'évaporation augmente, renforçant l'intensité et la durée des sécheresses.

Un mal, des effets

La chaîne de conséquences est vertigineuse. Pour la végétation, tout d'abord, l'absence d'eau - plus que les températures élevées - affecte leur croissance et leur développement. Au-delà de la diminution des rendements agricoles (et les crises économiques ou sociales qui en découlent – rappelons-nous du contexte des Printemps arabes) la réduction du couvert végétal va accélérer l'assèchement des sols et favoriser leur érosion. Dans un effet amplificateur, le rétrécissement de la couche arable compromet à son tour la production alimentaire (pour l'homme ou ses élevages) des saisons suivantes.



Dans le domaine forestier, la mortalité des arbres augmentent tandis que leur état sanitaire se dégrade, laissant le champ libre aux parasites dont la prolifération va être favorisée par la monoculture. Les régions de l'Est sont les plus touchées avec des espèces (sapins, hêtres) particulièrement vulnérables. Les régions du Sud de leur côté, coutumières des incendies de forêts, doivent désormais composer avec les « mégafeux » comme ceux survenus l'été dernier dans le Gard puis en Gironde . Autant de phénomènes directement liés à la sécheresse. ◀◀◀

L'eau en commun (suite)

Les conséquences sur le bâti sont également lourdes ; l'eau en ruisselant sur les sols secs provoque des crues parfois dramatiques. Moins spectaculaire mais phénomènes plus massifs (10 millions d'habitations individuelles concernées) les retrait-gonflements des sols argileux ont atteint une ampleur telle qu'ils ont récemment fait l'objet d'une ordonnance prévoyant une meilleure prise en charge des dégâts subis.

A ces effets, quelles mesures ?

En touchant à l'alimentation, à l'accès à l'eau potable ou au logement, la sécheresse a le potentiel de mettre l'équilibre de nos sociétés en péril. Pour éviter que n'advienne la guerre de l'accès à l'eau et demain, les migrations climatiques et leur potentiel de conflit, quelles sont les batailles sont à livrer ? Le « Plan d'action pour une gestion résiliente et concertée de l'eau » gouvernemental préfigure - au moins sur le papier - d'avancées indéniables comme le concède l'hydrologue et vulgarisatrice Emma Haziza.

La stratégie qui devra pouvoir s'appuyer sur un système d'information permettant une gestion des crises et être doté d'un budget pérenne, repose sur 3 objectifs :

1. Organiser la sobriété des usages de l'eau pour tous les acteurs ; soit -10% d'eau prélevée d'ici à 2030
2. Optimiser la disponibilité
3. Préserver la qualité de l'eau et restaurer des écosystèmes sains et fonctionnels (vis-à-vis des pollutions et notamment intrants agricoles)

Concernant la sobriété, comme le souligne le ministère de la Transition écologique, limiter l'irrigation à « la bonne dose au bon moment » permettrait localement de réduire la consommation jusqu'à 30%. L'amélioration du matériel d'irrigation, le changement de pratiques ou encore le choix de cultures moins consommatrices d'eau (le maïs en est devenu le symbole) ou moins dépendantes d'une

irrigation pluviale pourraient faire l'objet d'un accompagnement. Au-delà du secteur agricole, tous les acteurs économiques prendront leur part à l'effort (usines « sèches », circuits fermés...).

La disponibilité passe par la chasse aux fuites. Le gouvernement prévoit ainsi de débloquer 180 millions d'euros par an pour aider les collectivités à rénover leurs canalisations. Sur la valorisation des eaux dites « non conventionnelles » (eau de pluie, eaux grises, ...) ; il y a fort à faire pour atteindre l'objectif le triplement d'ici à 2025 le volume d'eaux usées, traitées réutilisées. Une récente étude relayée par le Cerema (cf Sources) estimait que « de 7 à 10 millions de mètres cubes d'eaux traitées sont réutilisées en France sur un an, alors que la commission européenne évalue à 112 millions de mètres cubes [son] potentiel ».



Des ambitions nationales aux projets locaux

La région, le département, la métropole et les communautés de communes sont aux premières loges pour constater et panser les effets de la sécheresse. Elles auront ainsi vu au fil du XXème siècle, le climat de territoires (le biterrois ou le montpelliérain par exemple) devenir semi-aride. Les perspectives, comme le rappelle Yves Trambly (chercheur à l'IRD de Montpellier et auteur du chapitre « Région méditerranéenne » du sixième rapport du GIEC) sont alarmantes. Dans la dernière mouture du document, la vulnérabilité de l'espace méditerranéen apparaît clairement



L'eau en commun (suite)

puisqu'en outre l'augmentation des températures, il faut compter sur celles de la mer (+0,4 °C par décennie) entraînant son acidification. Les fragiles écosystèmes des étangs ou de la Camargue sont clairement à risque. Les projections laissent à prévoir des épisodes de pluie intense entraînant des inondations plus importantes notamment dans les villes et en particulier dans les plus imperméables d'entre elles (maires-bétonneurs ; vos « stress tests » sont-ils à jour ?).

Les échelons régionaux ont lancés, à l'échelle de leurs moyens, plusieurs initiatives pour garantir un accès à l'eau à l'ensemble de ses consommateurs. Au premier rang d'entre elle, un programme régional : l'Aqua Domitia. Ce projet, doté d'un budget de 140M EUR (et qui a été soumis au débat public, saluons-en l'effort) prolonge le réseau hydraulique régional et transfère via 150km de réseau les eaux du Rhône vers le sud du Languedoc. Objectif ; sécuriser une centaine de communes supplémentaires et protéger les fragiles réseaux de sous-sols. Coté départemental, les actions ne manquent pas ; depuis l'interdiction de vente des piscines hors sol dans les Pyrénées Orientales au renouvellement des canalisations. Là encore, lutter contre la gabegie (dans certains secteurs de l'Hérault, la moitié de l'eau potable est perdue).

Cependant c'est peut être au niveau des métropoles qu'on observe le plus de volontarisme. Ainsi une mesure phare prise notamment à Montpellier et qui a été intégrée depuis au Plan gouvernementale ; celle de la tarification progressive à l'usage. Objectif annoncé par le premier édile M. Delafosse ; la réduction de la consommation d'eau avec comme horizon possible celui observé à

Barcelone (120 L / personne / jour vs. 180 pour Montpellier). Préalable à la généralisation de cette mesure ; la mise en place de compteurs individuels qui ne concerne à ce jour que 33% des abonnés au service de l'eau. Citant ce dernier, un article du Monde daté du 5 avril, explique que « les trois épisodes de canicule de l'été 2022 [ont sensibilisé les usagers] au manque d'eau » et également que « le nouveau système pourrait permettre à la commune de changer les canalisations et de limiter les fuites d'eau puisque les gains de la régie pourraient augmenter de 3 % ».

Partage d'expériences des projets locaux

Ce qui se prépare dans notre région pourrait servir d'exemple (ou de contre exemple si la bataille est perdue !) demain pour d'autres territoires. En effet, on considère qu'aujourd'hui la France est à 15 % méditerranéenne, les prévisions du GIEC anticipent que ce climat sera celui de la moitié du pays d'ici à la fin du siècle.

Mais avec la sécheresse s'il faut se projeter dans le temps à l'aide des modèles de prévisions, il convient également de porter ses efforts au-delà de nos frontières. Car c'est dans le pourtour méditerranéen et en particulier dans les pays du Maghreb et du proche orient que la bataille qui s'annonce s'avère la plus âpre. Ces zones politiquement instables sont d'un point de vue agricole (et donc alimentaire) dépendant d'une hydratation pluviale. Par devoir de solidarité mais aussi disons-le pour éviter l'effondrement de ces pays et garder la relative maîtrise des flux migratoires il y a comme le rappelle le GIEC dans son dernier rapport, nécessité de mettre en place des collaborations régionales et des échanges de bonnes pratiques pour la recherche de solutions d'adaptation.

[+]

- Présentation du Plan eau de l'Elysée, <https://elysee.fr>, 30 mars 2023
- La sécheresse, enjeu majeur du changement climatique en France, <https://bonpote.com>, 5 février 2023
- Les eaux non conventionnelles, une solution face à l'augmentation des restrictions d'usages ? Cerema, 8 juin 2023